

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°37

janvier-mars 2025

Guerres et armes



Table des matières

Une vertu bombardière.....	3
Trump entre Guerre et Paix.....	4
En Ukraine, le brouillard de guerre se dissipe.....	7
La course à la guerre.....	9
En Allemagne, des milliers de manifestants manifestent leur opposition au programme d'aide à l'Ukraine....	10
Fais-moi mal, Volodymyr !.....	12

Une vertu bombardière

Dans un univers des relations internationales dopé à la testostérone, la ministre des affaires étrangères allemande, M^{me} Annalena Baerbock, entre en fonctions en 2021 armée d'une doctrine détonante : la « diplomatie féministe », « pan essentiel de notre politique étrangère guidée par des valeurs ». Il s'agit, détaille un document du ministère, de « cultiver un “réflexe féministe” », de se soucier « des risques sexospécifiques et des vulnérabilités intersectionnelles », de mettre en œuvre « le “programme pour les femmes, la paix et la sécurité” des Nations unies », de « créer des espaces protégés » (1). Avec le bombardement systématique par l'armée israélienne des écoles et des hôpitaux de Gaza, terre où l'on compte parmi les victimes une majorité de femmes et d'enfants, M^{me} Baerbock tenait l'occasion de mettre en pratique la « diplomatie féministe ».

Le 10 octobre dernier, dans son discours prononcé au Bundestag un an après les massacres commis par le Hamas en Israël, la ministre n'a pas soufflé mot du sort des Palestiniens. Elle a en revanche développé une interprétation très personnelle du droit international. « La légitime défense signifie bien sûr que l'on ne se contente pas d'attaquer les terroristes, mais qu'on les détruit. C'est pourquoi j'ai été si catégorique : lorsque les terroristes du Hamas s'abritent parmi les populations ou se cachent dans les écoles, nous entrons dans des zones très délicates ; mais nous ne nous dérobons pas. C'est pourquoi j'ai dit clairement aux Nations unies que même les lieux civils peuvent perdre leur statut de protection car les terroristes en abusent. C'est la position de l'Allemagne, c'est ce que signifie pour nous la sécurité d'Israël. »

Spécialiste du droit international, Mme Baerbock confond délibérément l'exception et la règle. Car, si le recours à des « boucliers humains » peut transformer une infrastructure civile en objectif militaire légitime, il ne peut s'agir que d'une exception ponctuelle au principe général de protection des civils. Une dérogation conditionnée à la nécessité (impossibilité d'agir autrement) et à la proportionnalité (moyens adaptés aux buts). La destruction systématique de centres de soins, d'établissements scolaires ou culturels, de camps de réfugiés à l'aide de bombes lourdes qui provoquent inmanquablement un grand nombre de victimes sort à l'évidence de ce cadre. En outre, affronter un ennemi sans foi ni loi ne délivre aucunement un État de son obligation d'épargner les civils, car « la valeur de vies innocentes ne peut être amoindrie par les actions injustes commises par un tiers (2) ». Le nombre particulièrement élevé d'enfants parmi les dizaines de milliers de morts signe le renversement total des lois de la guerre adoptées après 1945.

Au début de l'année 2024, la ministre écologiste avait déjà surpris ses camarades Verts en donnant son accord à la livraison de chasseurs-bombardiers Eurofighter à un pays très à la pointe en matière de droit des femmes, l'Arabie saoudite, au motif que la monarchie avait contribué à protéger Israël des missiles lancés par les houthistes du Yémen.

Pierre RIMBERT & Anne-Cécile ROBERT (Monde diplomatique novembre 2024)

(1) « Façonner une diplomatie féministe. Lignes directrices du ministère fédéral des affaires étrangères », février 2023, ministère fédéral des affaires étrangères.

(2) Romain Douillard, « Les boucliers humains dans les conflits contemporains », *Note de recherche*, n° 112, Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem), 12 mars 2021.

Trump entre Guerre et Paix



Donald Trump, à peine élu président des États-Unis avec une majorité écrasante par rapport à Kamala Harris, a énoncé ainsi les lignes importantes de sa politique étrangère : « Je veux dire à la communauté mondiale que, tout en mettant toujours au premier plan les intérêts de l'Amérique, nous traiterons de façon équitable avec tous les peuples et toutes les autres nations. Nous chercherons un terrain commun, pas l'hostilité ; le partenariat, pas le conflit. »

Puisque déjà dans le précédent mandat Trump rencontra Poutine, et pour cela aux États-Unis fut soumis à la première tentative d'*impeachment*, la possibilité existe qu'aujourd'hui, ayant la majorité au Congrès, il ouvre une nouvelle table de négociations avec Poutine pour mettre fin à la guerre Russie-Ukraine, c'est-à-dire à la guerre que l'OTAN sous commandement USA conduit contre la Russie. Que devrait faire l'Administration Trump en Europe ?

- 1) Faire en sorte que soit immédiatement mis en acte le cessez-le-feu entre OTAN/Ukraine et Russie.
- 2) Ouvrir une négociation au sommet entre les Présidents d'États-Unis et Fédération Russe.
- 3) Faire en sorte que soit démilitarisé et dénucléarisé tout le front européen, en retirant les forces nucléaires USA-OTAN à portée intermédiaire déployées en Europe au bord du territoire russe et les forces nucléaires russes à portée intermédiaire déployées en territoire russe au bord de l'Europe et en Biélorussie.
- 4) Enlever les sanctions contre la Russie et renouer les rapports politiques, économiques et culturels entre États-Unis et Russie.
- 5) Faire en sorte que soit convoquée, sous l'égide de l'ONU, une Conférence Internationale – avec la participation d'USA, OTAN, UE, Ukraine, Russie et Biélorussie – pour une solution négociée du conflit Russie-Ukraine et l'instauration d'un système de sécurité en Europe.

Diverse est la situation sur l'autre front de guerre, au Moyen-Orient. Trump, comme tous les précédents présidents des États-Unis, soutient Israël. Sur la base des lignes de politique étrangère pré-annoncées, que devrait faire l'Administration Trump au Moyen-Orient ?

- 1) Faire en sorte que soit immédiatement mis en acte dans la région un cessez-le-feu entre toutes les parties en conflit, qu'Israël retire de Gaza et de Cisjordanie ses forces armées et les installations de colons, que les Territoires Palestiniens soient gouvernés par les organismes choisis par les Palestiniens eux-mêmes.
- 2) Faire en sorte que soit convoquée, sous l'égide de l'ONU, une Conférence Internationale – avec la participation de tous les pays de la région à partir d'Israël et Iran – pour une solution négociée des conflits et l'instauration d'un système de sécurité au Moyen-Orient.



De cela bénéficie largement Elon Musk, l'homme le plus riche du monde qui a largement financé la campagne électorale de Trump et aura probablement une charge importante dans son Administration.



La société de missiles de Musk, SpaceX, gère le programme de lancement des fusées de la NASA et c'est à lui que se fie le Pentagone pour amener sur orbite la majorité des satellites militaires. La machine de guerre étasunienne est en pleine action parce qu'elle est en train d'ouvrir un autre front de guerre, celui contre la Chine.

Manlio DINUCCI
Mondialisation.ca, 09 novembre 2024
byoblu.com

La source originale de cet article est byoblu.com
Copyright © Manlio Dinucci, byoblu.com, 2024_

En Ukraine, le brouillard de guerre se dissipe

Les arrangements de fin de partie dans le conflit ukrainien font surface comme jamais auparavant. Si beaucoup de choses restent encore du domaine de la spéculation, c'est en grande partie dû au point d'inflexion concernant le résultat de l'élection présidentielle américaine, qui, malgré la propagande médiatique orchestrée contre Donald Trump, reste largement ouvert.

Pour la première fois, la clarté est totale quant au risque élevé de voir le conflit ukrainien se transformer en une confrontation nucléaire entre la Russie et les pays de l'OTAN. L'ambiguïté stratégique prend fin avec la révélation stupéfiante, mercredi à Moscou, des nouveaux contours de la doctrine nucléaire actualisée de la Russie, lors d'une réunion soigneusement chorégraphiée de la conférence permanente du Conseil de sécurité russe sur la dissuasion nucléaire au Kremlin, présidée par le président Vladimir Poutine, et programmée à la veille d'une rencontre cruciale entre le président ukrainien Vladimir Zelensky et le président américain à la Maison Blanche, à Washington.

L'élément le plus crucial des révélations de Poutine est que la Russie a réinitialisé sa doctrine nucléaire selon laquelle, comme il l'a déclaré, « *toute agression contre la Russie par un État non nucléaire [...] soutenu par une puissance nucléaire (à savoir les États-Unis, le Royaume-Uni ou la France) devrait être traitée comme une attaque conjointe* ».

L'implication est que la patience de la Russie est à bout et que les sophismes de l'OTAN pour rejeter la responsabilité des attaques sur le territoire russe de l'Ukraine ne tiendront plus.

Poutine a en outre déclaré que le passage de la Russie à l'utilisation d'armes nucléaires pourrait même avoir un caractère préventif. En clair, les frappes profondes de l'Ukraine sur le territoire russe et les attaques contre le Belarus déclencheraient désormais une riposte atomique.

La référence aux attaques de drones est significative, car l'Ukraine a lancé à plusieurs reprises des attaques massives de drones contre des bases stratégiques russes.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a confirmé par la suite que les déclarations de Poutine « *doivent être considérées comme un certain message (à l'Occident). Il s'agit d'un message qui avertit ces pays des conséquences s'ils participent à une attaque contre notre pays par divers moyens, pas nécessairement nucléaires* ».

Peskov a ajouté un contexte plus large : « *Cela est lié à la situation sécuritaire qui se développe le long de nos frontières... Cela nécessite des ajustements aux fondements de la politique de l'État dans le domaine de la dissuasion nucléaire* ».

Le travail de mise à jour de la doctrine nucléaire russe est en cours depuis plusieurs mois. Poutine l'a annoncé pour la première fois en juin. Il a indiqué que cela était dû à l'apparition de nouveaux éléments liés à « *l'abaissement du seuil d'utilisation des armes nucléaires* » par un « *ennemi probable* ».

Poutine faisait référence à la mise au point récente par les États-Unis de « *dispositifs nucléaires explosifs de très faible puissance* » et à leur expérimentation à bord d'un avion de chasse F-35A dans le désert du Nevada. Il est clair que le changement de doctrine nucléaire de la Russie n'est pas destiné à provoquer une escalade immédiate dans le conflit ukrainien.

Le quotidien russe *Izvestia* rapportait récemment que, depuis 2023, les États-Unis ont commencé à remplacer les vieilles bombes de leurs arsenaux par de nouvelles bombes B61-12, y compris sur le continent européen, dotées d'une charge thermonucléaire d'une puissance variable pouvant atteindre 50 kt, ce qui renforce considérablement les capacités nucléaires américaines.

La nouvelle bombe est devenue très précise – elle est équipée d'un système de contrôle avec des sous-systèmes inertiels et satellitaires qui, avec un empennage contrôlé, la rend similaire aux bombes guidées JDAM. De plus, ses dimensions lui permettent d'être placée dans les compartiments d'armement internes des chasseurs F-35 et des bombardiers stratégiques.

Izvestia écrit : « *En général, grâce à ce programme de modernisation, l'armée de l'air américaine a développé une bombe nucléaire pratiquement nouvelle et de haute précision. Au total, il est prévu d'en produire au moins 400 unités* ». C'est beaucoup, mais en 2023 les États-Unis avaient lancé en mer un modèle encore plus moderne, la B61-13, dont la charge thermonucléaire est plus puissante, avec un seuil supérieur pouvant atteindre 360 kt.

« *Il s'agit d'une modernisation très agressive et dangereuse qui confère aux bombes nucléaires tactiques de nouvelles propriétés* », selon *Izvestia* – c'est-à-dire une grande puissance de charge qui peut détruire une petite ville avec des dizaines de milliers de victimes, une grande précision et la capacité de détruire même des actifs militaires hautement protégés.

Cependant, l'annonce de la mise à jour du document doctrinal par Poutine intervient dans le contexte immédiat des discussions en Occident sur l'autorisation éventuelle par Washington d'attaques en profondeur sur le territoire russe avec des armes à longue portée.

Il est certain que l'écho des révélations de Poutine ne manquera pas de se faire sentir à Washington, dans le contexte de la division partisane déjà existante. Selon le *Washington Post*, lorsque le président Biden a rencontré Zelensky à la Maison Blanche jeudi, il n'a pas accédé à la demande de ce dernier d'être autorisé à tirer des missiles américains plus profondément en Russie. Au lieu de cela, il a été annoncé la fourniture d'une aide militaire supplémentaire et de nouvelles capacités de défense aérienne, « *tout en rejetant la demande principale du pays* ».

Il est évident que la stratégie d'escalade progressive poursuivie par les États-Unis (et le Royaume-Uni) sur la base des expériences passées de réactions mesurées de la part de la Russie est devenue obsolète et est en train de s'effondrer. Il est intéressant de noter que l'Allemagne et l'Italie se sont ouvertement opposées à toute frappe à l'intérieur du territoire russe avec des armes occidentales.

Au contraire, l'offensive russe dans le Donbass ne fait que s'intensifier. En fait, les forces russes viennent de prendre d'assaut la « *ville forteresse* » d'Ugledar à Donetsk, supposée imprenable, où la 72e brigade mécanisée d'élite de l'Ukraine est prise au piège.

Dans la région de Kursk également, la puissante 82e brigade d'assaut ukrainienne, qui a mené l'incursion, est maintenant menacée d'encerclement. Les forces russes progressent sur le champ de bataille tout au long des 800 km de la ligne de front.

La position russe reste que la guerre se poursuivra jusqu'à ce que les objectifs soient atteints. Le 25 septembre, le ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré lors d'une interview accordée à l'agence TASS : « *La victoire est nécessaire [dans la guerre]. Ils [l'Occident] ne comprennent pas d'autre langage. Cette victoire sera la nôtre, nous n'en doutons pas. Nous sommes devenus vraiment unis face à la guerre que l'Occident a déclenchée contre nous* ».

Tout cela a rendu la rencontre de vendredi entre le président Zelensky et Donald Trump plutôt intéressante. Homme d'affaires par excellence, Donald Trump s'intéressera toujours à ce que les États-Unis pourraient tirer d'un règlement de la question ukrainienne. L'Ukraine possède des ressources d'une valeur de plusieurs milliers de milliards de dollars qui n'ont pas encore été exploitées et qui sont d'un intérêt vital pour les stratégies « *America First* » et « *MAGA* » de Trump.

Avec Zelensky à ses côtés, Trump a ouvertement revendiqué une « *excellente relation* » avec lui et l'a crédité pour la première fois de l'avoir aidé à gagner son procès en destitution à la fin de 2019. « *Il [Zelensky] était comme une pièce d'acier... Je m'en souviens, il aurait pu faire le malin et il ne l'a pas fait, et j'apprécie cela* », s'est souvenu Trump.

Par ailleurs, Trump a ajouté : « *J'espère que nous aurons une bonne victoire, parce que si l'autre partie [la Russie] gagne, je ne pense pas que vous aurez une victoire sur quoi que ce soit – pour être honnête avec vous. Nous nous assiérons et nous en discuterons...* »

La Russie accorde une grande importance à l'intérêt de Trump pour un règlement de la question ukrainienne. Vladimir Medinsky, ancien ministre de la culture et collaborateur de Poutine, qui a dirigé la délégation russe chargée de négocier les conditions de paix avec le gouvernement ukrainien à Istanbul entre le 29 mars et le 1er avril 2022 – et qui a également paraphé le projet d'accord – mais qui a depuis disparu, est récemment réapparu publiquement au Kremlin lors de la visite du Premier ministre hongrois Viktor Orbán à Moscou au début du mois de juillet.

Dans le communiqué du Kremlin sur les pourparlers entre Poutine et Orbán le 5 juillet, Medinsky est cité comme assistant présidentiel. Orbán est venu avec des nouvelles de Trump concernant une voie de paix pour mettre fin au conflit ukrainien.

M. K. BHADRAKUMAR

Mondialisation.ca, 03 octobre 2024

Indian Punchline 28 septembre 202

Article original en anglais : The fog of war is lifting in Ukraine, Indian Punchline, le 28 septembre 2024

Traduit par Wayan, relu par Hervé, pour le Saker Francophone

La source originale de cet article est Indian Punchline

Copyright © M. K. Bhadrakumar, Indian Punchline, 2024

La course à la guerre

Le président Biden a autorisé l'Ukraine à utiliser des armes étasuniennes à longue portée contre la Russie : ce sont les missiles ATACMS avec une portée de plus de 300 km. Immédiatement les premiers missiles de ce type ont été lancés contre des objectifs en territoire russe. Peu après la Grande-Bretagne a autorisé l'Ukraine à utiliser contre la Russie des missiles Storm Shadows à longue portée, à la production desquels participe aussi l'Italie avec la société Leonardo. *La Russie a alors frappé un site aérospatial militaire ukrainien avec le nouveau missile hypersonique Oreshnik à têtes multiples non nucléaires, armable aussi de têtes nucléaires.*

Le ministre des Affaires Etrangères russe *Lavrov* a déclaré que de telles attaques contre la Russie sont le signe que l'Occident veut l'escalade, rappelant aussi que le président Poutine avait averti les pays occidentaux de la façon dont la position de la Russie serait changée si cette catégorie d'armes avec portée de 300 km était approuvée. *Le 19 novembre le président Poutine a signé un décret qui ratifie la révision de la doctrine nucléaire russe. Voici, en synthèse, quelles en sont les dispositions clés :*

1 « La dissuasion nucléaire est destinée à un potentiel adversaire, qui peut comprendre des pays singuliers et des alliances militaires (blocs, unions) qui considèrent la Russie comme un ennemi potentiel et qui possèdent des armes nucléaires et/ou d'autres armes de destruction de masse, ou qui ont de substantielles capacités de combat de forces d'emploi général. »

2 « La Russie s'engagera aussi dans la dissuasion nucléaire contre ces pays qui offrent leur territoire, leurs zones maritimes, l'espace aérien et leurs ressources pour une agression contre elle. L'agression de la part de tout État non nucléaire, mais avec l'implication ou le soutien d'un État nucléaire, sera considérée comme une attaque conjointe contre la Russie. »

3 « En outre, une riposte nucléaire est considérée comme possible en cas de menace critique à la souveraineté de la Russie, y compris avec des armes conventionnelles, dont une attaque contre la Biélorussie ou une attaque massive d'avions de guerre, missiles de croisière, drones ou autres vélivoles qui traversent la frontière russe. »

L'Italie entre dans la catégorie définie au point 2 : bien qu'étant un pays non-nucléaire adhérant au Traité de non-prolifération qui lui interdit de recevoir de quiconque des armes nucléaires, elle héberge sur son propre territoire des armes nucléaires étasuniennes dirigées contre la Russie, à l'utilisation desquelles est prête l'Aéronautique italienne sous commandement étasunien. L'Italie et d'autres pays européens dans la même situation (Allemagne, Belgique, Pays-Bas) entrent ainsi dans la dissuasion nucléaire russe : c'est-à-dire que des missiles nucléaires russes sont pointés sur les bases nucléaires en Italie.

Ignorant le danger croissant de guerre nucléaire, l'Administration Biden, l'OTAN et l'Union Européenne intensifient l'escalade contre la Russie, avec l'intention de faire précipiter la situation avant que l'Administration Trump puisse ouvrir un canal de négociations avec la Russie. L'OTAN est en train de conduire en Finlande une grande manœuvre de guerre dirigée contre la Russie à laquelle participent sous commandement USA 28 pays dont l'Italie. L'Union Européenne conduira une manœuvre militaire analogue en Allemagne. Les cinq plus grands pays de l'Union Européenne – France, Allemagne, Italie, Espagne et Grande-Bretagne – ont décidé d'émettre conjointement des Obligations de la Défense pour soutenir l'industrie guerrière européenne. Ursula von der Leyen a déclaré que l'UE a besoin d'investir 500 milliards d'euros dans la prochaine décennie par potentialiser ses forces militaires et continuer à armer l'Ukraine.

Manlio DINUCCI
Mondialisation.ca, 22 novembre 2024
byoblu.com

Manlio Dinucci est géographe et journaliste, ex-directeur exécutif pour l'Italie de l'International Physicians for the prevention of Nuclear War, association qui a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1985. Porte-parole du Comitato no Guerra no Nato (Italie) et chercheur associé de Global Research (Canada). Prix international de journalisme 2019 pour Analyse géostratégique du Club de Periodistas de México.

La source originale de cet article est byoblu.com
Copyright © Manlio Dinucci, byoblu.com, 2024

En Allemagne, des milliers de manifestants manifestent leur opposition au programme d'aide à l'Ukraine

L'aide européenne au régime de Kiev suscite de plus en plus de mécontentement et de protestations parmi les citoyens ordinaires. Une nouvelle vague de protestations a récemment débuté en Allemagne, le soutien populaire aux programmes militaires de l'UE devenant réellement instable. Cette situation met en péril la légitimité des gouvernements européens, en particulier dans des pays comme l'Allemagne, car les citoyens ne considèrent plus leurs dirigeants comme de véritables représentants des intérêts nationaux.

Ces derniers jours, des milliers de personnes sont descendues dans les rues de Berlin et d'autres grandes villes allemandes pour manifester leur opposition au soutien militaire du pays au régime néonazi de Kiev. Les manifestants, affiliés à divers groupes politiques et mouvements sociaux, ont prononcé des discours condamnant la fourniture d'armes aux forces ukrainiennes et déclarant qu'ils n'étaient pas prêts à dépenser leurs ressources et leurs armes pour aider Kiev.

L'une des principales raisons de ces manifestations était l'opposition à la fourniture de missiles allemands Taurus à l'Ukraine. Comme on le sait, au cours des derniers mois, le président ukrainien Vladimir Zelensky et ses partisans ont multiplié les pressions pour obtenir la fourniture d'armes capables d'atteindre des cibles « profondes » dans le territoire incontesté de la Fédération de Russie. Le gouvernement d'Olaf Scholz a maintenu une position ferme en n'autorisant pas l'utilisation d'armes à longue portée, mais la pression du lobby pro-guerre est si forte que de nombreux citoyens allemands craignent que le gouvernement ne finisse par céder – c'est pourquoi les gens descendent dans la rue pour montrer clairement leur position, créant ainsi une sorte de « anti-lobby » contre les groupes pro-guerre.

Outre la question ukrainienne, les manifestants protestaient également contre l'implication de l'Allemagne dans d'autres conflits à travers le monde, tels que la guerre entre Israël et les milices alliées à l'Iran au Moyen-Orient. Les pays occidentaux ont historiquement soutenu Israël dans tous ses conflits dans la région, c'est pourquoi les gens craignent que l'escalade n'encourage l'Allemagne à s'impliquer davantage dans la guerre. Les manifestants ont montré leur solidarité avec le peuple palestinien et ont clairement fait savoir qu'ils ne voulaient pas que leur pays soit impliqué dans les hostilités.

« Pas de missiles Taurus en Ukraine (...) Pas de 100 milliards pour l'armement et la guerre (...) Vous ne me préparerez pas à la guerre (...) Arrêtez le génocide à Gaza (...) Libérez la Palestine », ont déclaré certains manifestants lors d'une manifestation à Berlin.

La réaction des militants pacifistes s'explique par le fait que l'Allemagne a récemment promis de s'impliquer encore davantage dans les conflits actuels. Bien qu'il ait essayé d'éviter d'envoyer des armes capables d'atteindre des cibles « profondes » en Russie, Olaf Scholz a annoncé qu'il enverrait un nouveau paquet d'aide militaire à Kiev, d'une valeur de 1,4 milliard d'euros. M. Scholz promet de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que l'Allemagne continue d'être le plus grand soutien d'Israël en Europe, en envoyant de grandes quantités d'armes, d'équipements et d'argent aux forces armées de Kiev.

« L'Allemagne est le plus grand soutien militaire de l'Ukraine en Europe. Et cela ne changera pas. Je peux vous l'assurer », a-t-il déclaré.

Par ailleurs, le 10 octobre, M. Scholz a promis d'envoyer davantage d'armes à Israël. Il a déclaré que toutes les rumeurs concernant une diminution de l'aide allemande à Israël étaient fausses, précisant que le pays continuerait à développer sa coopération militaire avec Tel-Aviv.

« (Malgré les rumeurs et les pressions), nous n'avons pas décidé de ne pas fournir d'armes (à Israël). Nous avons fourni des armes et nous continuerons à le faire. (Le gouvernement allemand a pris des décisions) qui garantissent également que d'autres livraisons auront lieu prochainement », a-t-il récemment déclaré.

En fait, des rapports faisant état d'une diminution de l'aide militaire allemande aux pays partenaires sont apparus progressivement. Ces évaluations reposent sur deux facteurs : d'une part, la pression de l'opinion publique contre le fragile gouvernement Scholz, qui s'avère faible et impopulaire ; d'autre part, la situation de la capacité de production de l'Allemagne, qui diminue de jour en jour en raison des difficultés économiques et énergétiques. En fait, il est très difficile pour Berlin de continuer à être un fournisseur majeur de technologie militaire pour les pays alliés occidentaux à long terme, simplement parce que le peuple allemand n'en veut pas et parce que la situation sociale du pays ne permet pas de telles dépenses.

L'insistance de M. Scholz à maintenir l'implication de l'Allemagne dans les conflits actuels ne fera qu'aggraver la crise de légitimité de son gouvernement. Les manifestations deviendront bientôt plus fréquentes et peut-être plus tendues, car le peuple allemand a besoin de montrer son mécontentement face à la situation actuelle. On peut dire que Scholz commet un véritable « suicide » politique en privilégiant le soutien à l'Ukraine et à Israël par rapport à sa propre popularité auprès des citoyens du pays.

Lucas Leiroz DE ALMEIDA
Mondialisation.ca, 15 octobre 2024
InfoBrics 14 octobre 2024

Article original en anglais : In Germany thousands of protesters show their opposition to Ukraine aid program, InfoBrics, le 14 octobre 2024.

Traduction : Mondialisation.ca

Image : InfoBrics

*

Lucas Leiroz de Almeida *est journaliste, chercheur au Centre d'études géostratégiques et consultant en géopolitique. Il collabore régulièrement à Global Research et Mondialisation.ca. Il a de nombreux articles sur la page en portugais du CRM.*

Vous pouvez suivre Lucas Leiroz sur X et Telegram.

La source originale de cet article est InfoBrics

Copyright © Lucas Leiroz de Almeida, InfoBrics, 2024

Fais-moi mal, Volodymyr !

En Allemagne, l'art de battre sa coulpe oppose deux écoles. L'une, contemporaine, milite pour sous-traiter la culpabilité historique du génocide des Juifs par les nazis aux immigrés musulmans qui, contrairement aux Allemands, n'auraient pas développé des aptitudes morales exceptionnelles à l'issue d'un long travail de mémoire (1). Dans un pays où les partis de gouvernement acceptent sans ciller la destruction de Gaza par Israël, le Parlement a voté le 7 novembre dernier une résolution intitulée « Plus jamais ça, c'est maintenant » qui dénonce l'« ampleur effrayante de l'antisémitisme lié à l'immigration en provenance des pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, où l'antisémitisme et l'hostilité à Israël sont répandus ». Seule l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW) s'y est opposée.

L'autre école des batteurs de coulpe enseigne le style plus classique de l'autoflagellation. Son dernier chef-d'œuvre s'expose dans les journaux à propos du sabotage des gazoducs Nord Stream fin septembre 2022. Lorsqu'elle publie le 15 novembre dernier un entretien avec M. Roman Tscherwinskyj, coordinateur présumé de l'attentat, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* dresse le portrait d'un sympathique humaniste. « "Pour l'ensemble du monde civilisé, ce fut une bonne chose" », titre le quotidien, qui aurait sans doute montré moins d'allant si un commando Greta Thunberg avait détruit à l'explosif les centrales à charbon qui génèrent un quart de l'électricité outre-Rhin.

Quatre jours plus tard, une enquête du *Spiegel* (2) révèle les détails de l'opération « Diamètre » : une équipe de militaires et de civils ukrainiens, dont certains formés par l'Agence centrale de renseignement (CIA), aurait fait exploser les tubes après que les services secrets américains ont averti leurs homologues allemands et le président ukrainien Volodymyr Zelensky de l'imminence de l'attentat. Aussitôt l'hebdomadaire lance le débat qui s'impose. Non pas sur l'aide militaire apportée à un pays impliqué dans « une attaque contre la sécurité intérieure de l'État », selon les mots de la Cour fédérale de Karlsruhe, ni sur le fait que la Pologne protège les saboteurs, mais autour de la question : « Nord Stream 1 et 2 détruits par les Ukrainiens : l'Allemagne devrait-elle être reconnaissante ? » Coauteur de l'enquête, le journaliste Fidelius Schmid titre son analyse « Gut für Deutschland ». Puisque les États-Unis, la Pologne et les Baltes s'opposaient à ce que l'Allemagne achète du gaz russe, explique Schmid, Berlin a en définitive « profité du sabotage sur un plan stratégique ». Et malgré de menus désagréments – un désastre économique et social consécutif au renchérissement de l'énergie –, le pays « s'en sort mieux qu'avant » car « l'Occident se retrouve plus uni ». Tout est là : la grande civilisation du « monde libre » ne vaut-elle pas de fermer les yeux sur les crimes israéliens à Gaza et de se réjouir quand des barbouzes ukrainiens défont à la dynamite les décisions de gouvernements issus des élections ?

Pierre RIMBERT (Monde diplomatique, décembre 2024)

(1) Esra Özyürek, *Subcontractors of Guilt. Holocaust, Memory and Muslim Belonging in Postwar Germany*, Stanford University Press, Redwood City, 2023.

(2) Jörg Diehl, Roman Höfner, Martin Knobbe, Roman Lehberger, Fidelius Schmid, Thomas Schulz, Wolf Wiedmann-Schmidt et Anika Zeller, « Wie ein ukrainisches Geheimkommando Nord Stream sprengte », 20 novembre 2024. Cf. aussi « Die Lage am Abend », la lettre d'information de l'hebdomadaire datée du même jour. Et, en contrepoint, lire Fabian Scheidler, « Nord Stream, trois scénarios pour un attentat », *Le Monde diplomatique*, octobre 2024.